

CHAPITRE III

LES ORIGINES

Si, par un miracle tout à fait invraisemblable, un peuple venait à naître sans traditions ni préjugés, et que ses chefs eussent à choisir un programme d'instruction secondaire, on peut affirmer que leurs délibérations aboutiraient à un résultat bien différent de ce que nous voyons. Mais, sauf les Japonais, qui viennent d'entrer subitement dans le cercle de la civilisation moderne, au sortir d'un régime tout féodal, après tant de siècles d'isolement, il n'est point de nation qui réalise une hypothèse aussi hardie. Les Australiens sont des Anglais émigrés, les Américains du Nord des Anglais séparés, les Américains du

Sud des Espagnols affranchis et des Indiens libérés. Partout le passé pèse sur le présent; partout l'idée de conservation et l'idée de progrès soutiennent une lutte nécessaire et féconde; partout le législateur est tenté d'imposer aux générations nouvelles l'idéal qui a présidé à sa propre éducation. Dans la plupart des industries, l'inflexible loi de la concurrence assure au progrès une supériorité décidée sur la résistance: la vérité donne la richesse, l'erreur est ruineuse. En politique, on dispute sans fin sur les principes; les partis se suivent au pouvoir par une sorte d'oscillation régulière et, si les peuples avancent, c'est en suivant une ligne brisée. Dans les questions d'éducation, au contraire, les forces conservatrices ont l'avantage, parce qu'il est aussi difficile d'accomplir des changements que d'en prouver la nécessité. Les intéressés sont des enfants qu'on ne consulte guère; les hommes les plus compétents sont naturellement favorables à un système qui leur a permis de faire éclater leur mérite. L'influence des mauvaises méthodes sur la marche générale des affaires ne se fait sentir que d'une manière indirecte et obscure. Les mécontents ont peu d'autorité; s'ils rejettent leurs

défauts et leurs échecs sur l'enseignement qu'on leur a donné, on se sert de ces défauts et de ces échecs pour contester la valeur de leur témoignage.

Si l'enseignement était une libre industrie, il varierait selon les besoins ou la mode. Si l'idée de l'utile présidait à la rédaction des programmes, les programmes changeraient assez souvent, car les besoins d'une génération ne sont pas ceux de la génération précédente. La révolution économique à laquelle nous assistons est aussi féconde que la révolution politique de la fin du XVIII^e siècle, et la vapeur remue le monde autant que les principes de 89. Il serait étrange qu'un si rapide essor de l'industrie et du commerce ne produisît aucun changement dans nos systèmes d'éducation, si nous nous préoccupions surtout de l'utile. Mais c'est l'idée du beau qui nous domine, et le beau ne varie guère. On se plaît à dire qu'il est éternel, et il est vrai qu'Homère ne vieillit point, que Phidias n'est point passé de mode. Mais l'admiration des chefs-d'œuvre les moins périssables ne nous empêche pas de nous demander si l'admiration doit être le principe et le but de l'instruction publique, et

si les méthodes actuellement suivies conduisent à ce but la majorité de nos élèves.

Sans doute les conservateurs ne manquent pas d'arguments pour soutenir que le culte du beau est fort utile. On se laisserait vite des études prétendues désintéressées, si l'on ne se flattait de prouver qu'elles ne sont pas si désintéressées qu'elles en ont l'air. Les avocats de la tradition ne craignent pas de se contredire. Tantôt ils essaient d'établir que l'éducation classique est noble parce qu'elle est inutile, et tantôt qu'elle est utile parce qu'elle est noble. Leur argumentation se modifie selon qu'ils veulent démontrer l'excellence de leur système pour les hommes de loisir ou pour les hommes de labeur, selon qu'ils veulent représenter la connaissance des lettres anciennes comme une parure de l'esprit ou comme un outil universel. C'est le destin des institutions les plus stables qu'elles reposent sur des fondements mobiles; leur existence est justifiée d'âge en âge par des raisons nouvelles; pour éviter de les rajeunir, on rajeunit leurs titres. Les apologistes chrétiens du XIX^e siècle feraient sourire leurs devanciers du temps des Césars, et peut-être les feraient pleurer. Les an-

cêtres de l'Université seraient au moins étonnés s'ils pouvaient lire les plaidoyers par lesquels on défend leur héritage. Rien n'est plus raide que la routine, mais rien n'est plus souple que la logique de la routine.

Ce n'est pas du moyen âge, c'est de la Renaissance que date notre système d'éducation littéraire. Au moyen âge on ignorait le grec ; on parlait et on écrivait le latin, on le savait mal. C'était encore, du moins pour les clercs, une langue vivante, partant fort corrompue. Quant aux jeunes nobles, on les élevait pour la guerre et la chevalerie, on développait en eux la force et le courage plus que l'esprit. L'école des futurs seigneurs, c'était la cour du suzerain, le château d'un seigneur puissant et renommé. Les pages n'étaient pas condamnés à subir la discipline des théologiens ; on ne croyait pas qu'un soldat dût être formé comme un moine ou un légiste. On estimait encore, dans ces siècles d'ignorance, que la meilleure façon de se préparer à un métier n'est pas d'en apprendre un autre, que pour bien vivre dans le monde il n'est que d'y avoir vécu de bonne heure. Ce n'est pas que la noblesse fût pour cela livrée au culte grossier de la

matière ; elle avait aussi son idéal, sa poésie, ses héros. Mais c'étaient un idéal chevaleresque, une poésie guerrière ou galante, des héros épiques. La chanson de Roland et les romans de la Table-Ronde enseignaient mieux que les discours de Cicéron à frapper de grands coups, à mettre l'honneur au-dessus de la vie, à mourir pour son Dieu, pour sa dame ou pour son serment. Sans doute aussi les artisans grandissaient dans l'atelier, les marchands au comptoir, comme les clercs dans l'école ; ce n'était pas la culture qu'on recherchait, mais l'apprentissage.

Le moyen âge a eu sa grandeur comme sa décadence. En laissant de côté les serfs, qui demeureraient en dehors de la société féodale, et qui apparemment ne gémissaient pas sous un joug plus dur que les esclaves de l'antiquité, on peut dire qu'au XIII^e siècle il y avait, en Occident, plus de liberté qu'il n'y en eut trois ou quatre cents ans plus tard. Le triomphe de la royauté et l'établissement du despotisme en France et en Espagne furent dus en partie au concours des légistes, restaurateurs et champions du droit romain.

Il est permis de trouver funeste l'influence

des légistes, ces précurseurs d'une nouvelle conquête latine. Les communes de Flandre, les villes du Rhin et de la Hanse, les républiques d'Italie ont possédé une civilisation originale et brillante bien avant la Renaissance; il ne paraît pas que les peuples soient devenus plus libres, plus riches ni plus heureux, à mesure que les grammairiens s'emparaient de la jeunesse. Même le progrès des arts, en Flandre et en Italie, devança l'invasion des lettres grecques et romaines. On n'a pas prouvé que les peintres de génie doivent rien à l'érudition. Florence était féconde en chefs-d'œuvre avant que Laurent de Médicis présidât à la résurrection de la philosophie platonicienne; Giotto n'a pas attendu Politien.

C'est au xvr^e siècle que fut organisé l'enseignement classique tel que nous l'avons conservé, que le latin devint la base de l'éducation libérale. Rien de plus légitime à cette date. Les hommes étaient éblouis des splendeurs qu'on venait de leur révéler. La fièvre du savoir s'empara de tous ceux qui aspiraient à tenir un rang honorable dans la société, des gentilshommes comme des clercs, des courtisans comme des légistes. Or cette soif ne pouvait s'éteindre qu'à une seule

source. Mais laissons parler un maître, écoutons Macaulay :

« Au temps d'Henri VIII et d'Edouard VI, une
 » personne qui ne lisait pas le grec et le latin ne
 » pouvait rien lire, ou presque rien. L'italien
 » était la seule langue moderne qui possédât
 » quelque chose qu'on pût appeler une littérature.
 » Tous les livres de valeur existant alors dans
 » les dialectes nationaux de l'Europe auraient à
 » peine rempli un seul rayon. L'Angleterre ne
 » possédait pas encore les pièces de Shakespeare
 » et la *Reine des Fées*, ni la France les *Essais*
 » de Montaigne, ni l'Espagne *Don Quichotte*. En
 » examinant une bibliothèque bien meublée,
 » combien trouverions-nous de livres anglais et
 » français qui eussent paru quand Jane Gray et
 » la reine Elisabeth recevaient leur éducation ?
 » Chaucer, Gower, Froissart, Comines, Rabe-
 » lais, complètent presque la liste. Il était donc
 » absolument nécessaire qu'une femme fût dé-
 » pourvue d'éducation ou reçût une éducation
 » classique. A vrai dire, sans la connaissance
 » d'une langue ancienne, on ne pouvait avoir au-
 » cune notion claire de ce qui se passait dans le
 » monde politique, littéraire et religieux. Le la-

» tin était au xvi^e siècle ce que le français était
 » au xviii^e, et quelque chose de plus. C'était la
 » langue des cours aussi bien que des écoles.
 » C'était la langue de la diplomatie, c'était la
 » langue de la controverse théologique et poli-
 » tique. Comme il était fixé, tandis que les lan-
 » gues vivantes étaient flottantes, comme il était
 » universellement connu de tous les gens ins-
 » truits et de tous les gens cultivés, il était em-
 » ployé par presque tous les écrivains qui aspi-
 » raient à une réputation étendue et durable. Ce-
 » lui qui l'ignorait était exclu de toute familia-
 » rité, non-seulement avec Cicéron et Virgile,
 » non seulement avec les lourds traités de droit
 » canon et de théologie scolastique, mais avec
 » ce qu'il y avait de plus intéressant dans les
 » mémoires, les papiers d'Etat, les pamphlets de
 » son temps, avec les poésies les plus admirées et
 » les satires les plus populaires qui parussent sur
 » les sujets du jour, avec les vers louangeurs de
 » Buchanan, les dialogues d'Erasme, les épîtres
 » de Hutten. »

En France plus qu'ailleurs, les écrivains mo-
 dernes, même quand ils se servaient de leur
 langue naturelle, étaient tellement imprégnés de

latin et de grec, qu'il était bien difficile de les
 comprendre sans la connaissance des langues
 anciennes. La littérature nationale oublia ses
 origines, se mit au collège, fit ses humanités.
 Villon et Marot sont bien français : leur voca-
 bulaire a pu vieillir ; il ne fut jamais étranger ;
 celui de Ronsard fut tout d'abord inintelligible
 à qui ne pouvait lire Homère et Virgile dans le
 texte. Notre poésie se jetait dans l'imitation,
 faisait des devoirs plutôt que des œuvres. Elle se
 donnait pour but non de peindre ni d'émouvoir,
 mais de reproduire les anciens. On se demande
 parfois si le sauvageon n'eût pas donné sans cette
 greffe à outrance des fruits plus beaux et plus
 variés : plus siens à coup sûr. Les Romains ont
 conquis deux fois la Gaule ; avec César, ils nous
 imposèrent leurs lois et leur langue ; au seizième
 siècle, leur goût. Nous luttions, un peu gauches,
 mais jeunes et vaillants, contre la pauvreté,
 quand nous vint tout à coup un gros héritage,
 avec des traditions, des devoirs, des chaînes, et
 je ne sais quel air emprunté. Le divin Montaigne,
 avec ses citations continuelles, assortit sans
 cesse les fleurs fraîches aux fleurs fanées. On
 dirait qu'il demande pardon aux pédants de si

bien penser par lui-même. Mais gardons-nous de médire de Montaigne. Nous serions peut-être tombés dans la dévotion espagnole et la servitude intellectuelle, si nous n'avions eu de bonne heure un si libre esprit parmi nos classiques. Rabelais et lui ont fait surnager l'esprit français, l'ont empêché de se noyer dans le borbier théologique du dix-septième siècle. Otez Pantagruel et les Essais, le Tartuffe n'eût jamais été joué, ni écrit, ni même conçu en pays catholique. Mais revenons à nos enfants.

Le seizième siècle se ruait dans l'étude de l'antiquité avec une fougue merveilleuse et non sans désordre. Pour que le latin devint la base immuable de toute éducation honnête, il fallait que la mode fût fixée par une corporation vivace et solidement attachée à ses règles. L'ancienne Université était surtout une école de clercs; ce sont les Jésuites qui ont fondé chez nous et organisé l'enseignement secondaire, parce qu'ils ont attiré dans leurs collèges les enfants de la noblesse et de la bourgeoisie. C'était justice. Ils inventèrent de bonne heure l'éducation élégante aussi bien que la dévotion aisée. Leur avènement fut un progrès véritable; leurs enne-

mis même leur rendaient hommage; Bacon, qui n'était ni un papiste, ni un adorateur du passé, déclare qu'on ne saurait faire mieux que de les imiter. Ils avaient l'instinct de la pédagogie et le goût du beau, de la beauté classique, régulière, traditionnelle. Ils ne cherchaient pas à produire des savants, des novateurs, des inventeurs, mais des esprits cultivés, ornés, polis; ils y réussirent. Ils pratiquaient fort bien cette maxime, qu'il faut avant tout faire des hommes, des hommes à leur façon, cela s'entend. Leurs rivaux et leurs détracteurs ne prétendaient pas plus qu'eux encourager la liberté de penser. Si les jansénistes, excellents maîtres d'ailleurs, insistaient davantage sur la logique, tandis que les Jésuites donnaient plus à la rhétorique, la logique de Port-Royal ne brille pas par la hardiesse; la philosophie du grand Arnauld n'est pas moins que celle de saint Thomas la servante de la théologie. Racine, élève de Port-Royal, n'est assurément pas un plus libre esprit que Molière, élève des Jésuites; il est vrai que Molière sut s'affranchir.

Le grand défaut des Jésuites, c'est la haine de la nouveauté; leur grand crime est d'avoir fondé une tradition. Ils commencèrent par amé-

liorer la culture des esprits, puis ils s'opposèrent à toute amélioration ultérieure. Sous leur empire on fit un pas en avant, et l'on s'arrêta court. Le monde marchait autour d'eux, tandis qu'ils demeuraient immobiles. Ils enseignaient sous Louis XV comme sous Louis XIII ; ils s'efforcent encore aujourd'hui de maintenir la jeunesse dans la vieille ornière. Au fond, plus d'un libéral de nos jours est de leur avis. S'il est vrai que l'étude de l'antiquité doive être la base éternelle de l'éducation, les critiques les plus acerbes ne visent qu'à perfectionner leur méthode. Qu'on supprime le vers latin, qu'on réduise la part du thème et du discours, qu'on remplace en partie le commentaire admiratif par le commentaire philologique, ce sont des détails. L'essentiel est toujours, à ce qu'il semble, de mettre les modernes à l'école des anciens, et d'élever tous les Français comme s'ils devaient être gens de lettres ou gens de loi. L'homme du monde, tel qu'on s'obstine à le concevoir, c'est l'honnête homme du dix-septième siècle, pensant bien, parlant bien, l'esprit meublé de belles connaissances, capable de goûter et de juger un livre ou un tableau, de faire au besoin de la prose et des vers, demi-avocat, demi-écrivain.

Rien de plus naturel sous l'ancien régime. Qu'avaient à former les Jésuites ? Des Jésuites d'abord, puis des courtisans et des légistes. La noblesse d'alors n'a besoin que de plaire et de se battre. La bonne bourgeoisie ne se compose ni d'agriculteurs, ni de commerçants, ni d'industriels ; elle se compose de robins et d'enrichis qui destinent leurs fils à la robe. Qu'est-ce que le tiers état avant la révolution ? C'est la robe, à laquelle se mêle un peu la plume dans les derniers temps. Ce qu'on appelle la Ville, par opposition à la Cour, c'est le Parlement, et tout ce qui tient au Parlement. Croyez-vous qu'on apprit le latin pour labourer la terre ou pour auner de la toile ? Est-ce que M. Jourdain a fait ses classes ? Quiconque entrait au collège devait porter l'épée, ou quêter un bénéfice, ou acheter une charge. Dans la société française, telle que l'ont faite nos rois, il n'y a pas de place pour le travail productif. Tout ce qui n'est pas gentilhomme, prêtre, juge, avocat ou commis, ne compte pas. Excepterons-nous les financiers ? Ils viennent de l'antichambre et vont à la Cour, en passant par le prétoire s'ils sont modestes, de plein saut s'ils ont tout à fait réussi. Turcaret a été laquais ; s'il

ne bronchait en route, il achèterait à son fils un marquisat.

Au dix-septième siècle, l'éducation donnée par les Jésuites, ou par leurs rivaux et leurs imitateurs, est donc une éducation utile, pratique, osons employer un mot tout moderne, professionnelle. Le courtisan, raffiné par le commerce des chefs-d'œuvre classiques, sera par dessus tout un homme de goût, et la petite noblesse prendra modèle sur la Cour. L'ecclésiastique vit de latin. Comme le droit français n'est pas encore démailloté du droit romain, les juges, les avocats, les procureurs passent leur existence entre Cicéron et Papinien. Nous allons oublier les médecins : mais ils ne parlaient pas encore français. Peut-être les bons Pères, s'ils avaient éprouvé le besoin de se créer une clientèle de banquiers, de marchands et de laboureurs, auraient-ils enseigné la banque, le négoce et la culture. Mais ils ne pouvaient y songer; ils ne visaient que les classes dirigeantes.

Les philosophes du dix-huitième siècle, qui ont touché à tant de choses, devaient s'occuper de l'éducation, et n'y manquèrent pas. Diderot et la Chalotais attaquèrent avec vivacité la tradition

classique. Rousseau fit *l'Émile*. Mais que pouvaient des écrivains, eussent-ils du génie, contre la routine dominante? Ils formaient l'opinion publique : l'opinion publique ne régnait pas encore. Il y avait alors séparation absolue entre la théorie et la pratique, entre le gouvernement et les idées à la mode. « Le siècle de Louis XIV, dit » finement M. Compayré, est en général un siècle » de satisfaits; le siècle de Voltaire, un siècle de » mécontents. » Ces mécontents étaient impuissants. Les Jésuites supprimés, l'Université recueillit leurs dépouilles : qu'y eut-il de changé?

La Révolution démolit tout et ne rebâtit rien, sinon en l'air. A l'égard de l'enseignement primaire, elle marqua le but, car les docteurs de la Révolution excellaient à exprimer des idées simples et à tracer des plans uniformes. Or rien n'est plus simple que de décréter l'obligation; rien n'est plus uniforme que le programme naturel des écoles primaires. Quant à l'enseignement secondaire, la loi du 3 brumaire an IV, celle qui créait les écoles centrales, n'aboutit qu'aux résultats les plus médiocres. Les langues anciennes étaient maintenues, mais n'obtenaient plus qu'une place dérisoire. L'étude des langues

vivantes était facultative; en fait, on s'en passa. La géographie n'est pas même nommée; en revanche les sciences prennent soudain une importance prépondérante. L'idéologie, sous le nom de grammaire générale, possède à elle seule un professeur, aussi bien que le grec et le latin réunis. Mais pourquoi discuter une institution qui n'a pas vécu, qui ne pouvait vivre? Comme l'ancienne Université, comme la compagnie de Jésus, la Révolution prétend jeter tous les esprits dans un moule uniforme. Elle n'a aucune idée de la diversité des besoins et des vocations. Elle veut fabriquer le citoyen éclairé, comme on fabriquait avant elle l'honnête homme, chrétien et sujet fidèle. Elle ne se demande pas ce que souhaitent les familles, ni ce qu'exige la situation du pays, ni ce que peuvent faire les maîtres encore vivants; elle se pose simplement cette question abstraite : « Comment doit-on élever la jeunesse? » Les hommes de ce temps tracent des cadres en géomètres, et considèrent les écoliers comme des unités toutes égales, toutes pareilles. Ils ne savent pas qu'aucun idéal ne peut s'appliquer sur-le-champ, que les institutions sont des organes et non des machines, qu'il y a une diffé-

rence entre le papier et la réalité, qu'il est plus facile, avec des lois et des décrets, de détruire que de créer.

Comme l'Université n'avait pas été remplacée, elle fut restaurée par Napoléon. Cet homme prodigieux plutôt que grand, qui joignait un génie dominateur à une rare étroitesse d'esprit, et dont l'œuvre est à démolir tout entière, ne pouvait manquer de reprendre là comme ailleurs les traditions de l'ancien régime dans ce qu'elles avaient de mauvais. Il n'admit ni variété ni liberté. Il fit des lycées et des collèges une collection de couvents où le tambour remplaçait la cloche. Il donna pour base à l'enseignement le latin et les mathématiques : le latin, parce que c'était l'habitude; les mathématiques, parce qu'il était officier d'artillerie. Le monde moderne était inconnu à ce disciple des anciens. Comme il rapportait tout à lui-même, il ne demandait aux éducateurs de la jeunesse que de lui procurer des soldats pour gagner ses batailles, des fonctionnaires pour appliquer ses volontés, quelques écrivains et quelques artistes pour célébrer sa gloire. Le reste n'était à ses yeux qu'un vil ramas de sujets, administrés, contribuables, justiciables, un trou-

peau à paître et à tondre, ses peuples. Louis XIV ne fut ni plus absolu, ni plus égoïste, ni plus incapable de deviner l'avenir. Mais Louis XIV était de son temps; Napoléon fut un César égaré à dix-sept siècles de sa génération, la grande pierre d'achoppement de la civilisation, une digue de granit jetée soudain par l'ironie de la Fortune en travers du courant de l'histoire, et que soixante-dix ans ont à peine ébranlée : tout progrès consiste à donner un coup de pic dans ce bloc mal-faisant.

CHAPITRE IV

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Les grandes révolutions n'ont point de date. Pendant que les nations font et défont leurs lois, élèvent et renversent à grand fracas leurs gouvernements, les sociétés se transforment en silence. Les idées nouvelles, les croyances qui s'infiltrèrent, les découvertes de la science et de l'industrie modifient le climat moral des peuples; les rapports des hommes entre eux, la somme de bonheur départie à notre espèce, en bouleversent la distribution. C'est ainsi que le travail des eaux dénude les montagnes, comble des vallées, dépose des deltas, tandis que d'autres forces géologiques soulèvent ou abaissent les continents.